

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

LES HOTELS BAVEREZ

Société Anonyme au capital de 10 127 050 euros
Siège social : 2, Place des Pyramides, 75001 Paris
572 158 558 R.C.S. Paris

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 12 JUIN 2025**AVIS DE REUNION**

Les actionnaires de la société sont informés qu'ils seront réunis en Assemblée Générale Mixte le jeudi 12 juin 2025 à 10h30 à l'Hôtel Regina, 2 Place des Pyramides 75001 Paris, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR**A caractère ordinaire :**

- 1) Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 - Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement,
- 2) Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende,
- 3) Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés - Constat de l'absence de convention nouvelle,
- 4) Renouvellement de Madame Véronique BEAUVAIS CREFCOEUR en qualité d'administrateur,
- 5) Nomination de Monsieur Gérard AUGUSTIN-NORMAND en qualité d'administrateur,
- 6) Nomination de KPMG SA en qualité de commissaire aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité.

A caractère extraordinaire :

- 7) Ajout d'un alinéa à l'article 14-3 des statuts concernant la consultation écrite des administrateurs,
- 8) Modification de l'article 14-3 des statuts concernant l'utilisation d'un moyen de télécommunication lors des réunions du conseil d'administration,
- 9) Modification de l'article 14-4 des statuts afin de supprimer la prise en compte par le conseil d'administration, dans le cadre de la détermination des activités de la société, des enjeux culturels et sportifs,
- 10) Pouvoirs pour les formalités.

TEXTE DES RESOLUTIONS**A caractère ordinaire :****Première résolution - Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 - Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, et du commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par un bénéfice de de 4 268 610,60 euros.

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global, s'élevant à 1 090,00 euros, des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, ainsi que l'impôt correspondant.

Deuxième résolution - Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la manière suivante :

Origine

- Bénéfice de l'exercice 4 268 610,60 €

Affectation

- Autres réserves 3 556 870,20 €
- Dividendes 711 740,40 €

L'Assemblée Générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 0,30 euros.

Il est rappelé que pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujéti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40 % résultant des dispositions de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Le détachement du coupon interviendra le 18 juin 2025.

Le paiement des dividendes sera effectué le 20 juin 2025.

Il est précisé qu'au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, le tableau ci-après fait état du montant des dividendes et autres revenus distribués au titre des trois précédents exercices, ainsi que de leur éventuelle éligibilité à la réfaction de 40 % résultant des dispositions de l'article 158-3-2° du Code général des impôts bénéficiant, le cas échéant, aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

AU TITRE DE L'EXERCICE	1. Revenus éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI		2. Revenus non éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI	
	DIVIDENDES	AUTRES REVENUS	DIVIDENDES	AUTRES REVENUS
2021	-	-	-	-
2022	664 291,04 €	-	-	-
2023	711 740,40 €	-	-	-

Troisième résolution - Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés - Constat de l'absence de convention nouvelle

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes mentionnant l'absence de convention nouvelle de la nature de celles visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

Quatrième résolution – Renouvellement de Madame Véronique Beauvais Crefcoeur en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale décide de renouveler Madame Véronique Beauvais Crefcoeur en qualité d'administrateur pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année 2031, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cinquième résolution – Nomination de Monsieur Gérard Augustin-Normand en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Gérard Augustin-Normand en qualité d'administrateur pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année 2031, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Sixième résolution - Nomination de KPMG SA en qualité de commissaire aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer KPMG SA, en qualité de Commissaire aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité, pour une durée de trois ans, soit pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale 2028 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

A caractère extraordinaire**Septième résolution – Ajout d'un alinéa à l'article 14-3 des statuts concernant la consultation écrite des administrateurs**

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide :

- 1- de modifier l'article 14-3 des statuts concernant la consultation écrite des administrateurs, en particulier afin d'en prévoir les modalités, conformément à l'article L225-37 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 ;
- 2- en conséquence, de supprimer le sixième alinéa de l'article 14-3 des statuts et d'insérer un nouvel alinéa après l'alinéa 4 de l'article 14-3 des statuts comme suit :

« Toutefois, et sous réserve de la faculté pour tout membre du Conseil de s'opposer à cette modalité de consultation, le Conseil pourra, au choix de son Président, adopter ses décisions par voie de consultation écrite. En cas de consultation écrite, il est mis à disposition de chaque administrateur, par tous moyens de communication écrit (y compris par courrier électronique), le texte des décisions proposées ainsi que toute information nécessaire à sa prise de décision. Sauf délai plus court indiqué dans la consultation en cas d'urgence, les administrateurs disposent d'un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date d'envoi de la consultation pour émettre leurs votes par tous moyens de communication écrit (y compris par courrier électronique) à l'adresse indiquée. Les administrateurs n'ayant pas répondu à l'issue du délai prévu sont réputés ne pas être présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Les règles de quorum et de majorité relatives aux décisions prise en réunion physique sont applicables mutatis mutandis aux décisions prises par consultation écrite. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Huitième résolution – Modification de l'article 14-3 des statuts concernant l'utilisation d'un moyen de télécommunication lors des réunions du conseil d'administration

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier la dernière phrase du sixième alinéa de l'article 14-3 des statuts concernant l'utilisation d'un moyen de télécommunication lors des réunions du Conseil d'administration, afin de le mettre en harmonie avec les dispositions de l'article L.22-10-3-1 du Code de commerce, créé par la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 et de modifier en conséquence et comme suit la dernière phrase du sixième alinéa de l'article 14-3 des statuts :

« Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion par un moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Neuvième résolution - Modification de l'article 14-4 des statuts afin de supprimer la prise en compte par le conseil d'administration, dans le cadre de la détermination des activités de la société, des enjeux culturels et sportifs

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 14-4 des statuts de supprimer la prise en compte par le conseil d'administration, dans le cadre de la détermination des activités de la société, des enjeux culturels et sportifs conformément à l'article à L.225-35 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 :

« Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre conformément à son intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportun. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Dixième résolution - Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette Assemblée, soit à distance, en votant par correspondance ou en se faisant représenter dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements, soit en participant physiquement à l'Assemblée.

Seuls pourront participer à l'Assemblée Générale, les actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le mardi 10 juin 2025 à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription des titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité. Pour pouvoir participer à l'Assemblée, cette attestation de participation doit être transmise par l'intermédiaire habilité à la Société Générale, Service des Assemblées, CS 30812, 44 308 NANTES CEDEX 3 en vue d'obtenir une carte d'admission ou être présentée le jour de l'Assemblée par l'actionnaire qui n'a pas reçu sa carte d'admission.

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- a) Donner une procuration à un autre actionnaire, son conjoint ou partenaire avec lequel il a conclu un PACS ;
- b) Adresser une procuration à la société sans indication de mandat ;
- c) Voter par correspondance.

A compter de la convocation, les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir, pourront :

- **pour l'actionnaire nominatif** : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'aide de l'enveloppe de réponse prépayée jointe à la convocation.
- **pour l'actionnaire au porteur** : demander ce formulaire par lettre au teneur du compte. Cette demande devra être parvenue au plus tard six (6) jours avant la date de réunion de cette Assemblée, soit le vendredi 6 juin 2025.

Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être renvoyé au teneur du compte, qui se chargera de le transmettre à la Société Générale accompagné d'une attestation de participation justifiant de sa qualité d'actionnaire à J-2 avant la tenue de l'Assemblée, soit le mardi 10 juin 2025 à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires renverront leurs formulaires de vote par correspondance de telle façon que la Société Générale puisse les recevoir au plus tard trois (3) jours avant la tenue de l'Assemblée, soit le vendredi 6 juin 2025. Il est précisé qu'aucun formulaire de vote par correspondance reçu par la société après cette date ne sera pris en compte.

Tout actionnaire ayant déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation (dans les conditions définies au paragraphe II de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce), ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

A. Demande d'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolution

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les actionnaires doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par fax au numéro suivant : +33 (0)1 42 60 43 34 ou par courrier électronique à l'adresse électronique suivante : contact-sa@hotels-baverez.com, au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'Assemblée générale.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Les demandes d'inscription de projets de résolution devront être accompagnées du texte des projets de résolution, assortis, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce si le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'administration.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R. 225-71 du Code de commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris devra être transmise à la société.

B. Documents publiés ou mis à la disposition des actionnaires

Il est précisé que le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'Assemblée conformément notamment aux articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis à disposition au siège social et mis en ligne sur le site internet de la société (www.leshotelsbaverez-sa.com) à compter de la date de parution de l'avis de convocation.

C. Questions écrites

A compter de la date de parution de l'avis de convocation et jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, soit le jeudi 5 juin 2025, tout actionnaire pourra adresser au Président du Conseil d'Administration de la société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions écrites devront être envoyées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social ou par fax au numéro suivant : +33 (0)1 42 60 43 34 ou par courrier électronique à l'adresse électronique suivante : contact-sa@hotels-baverez.com. Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le Conseil d'administration